



AMBASSADE DE SUISSE
AU JAPON

Tokyo, le 29 juillet 1976

Réf.: ML/pm - RP no 9

L'arrestation de l'ancien premier ministre Tanaka
et ses conséquences

Kakuei Tanaka, qui fut premier ministre du Japon de juillet 1972 à décembre 1974, a été arrêté le 27 juillet 1976 sous l'inculpation de violation de la loi sur le commerce extérieur et le contrôle des changes pour avoir accepté (et peut-être sollicité) un pot-de-vin d'environ 500 millions de yen (4,3 millions de francs suisses) provenant de la compagnie Lockheed alors qu'il était premier ministre.

C'est, pour le Japon, un événement d'importance comparable à la démission du président Nixon, et c'est aussi la crise la plus sérieuse qu'ait traversée le parti qui a gouverné le Japon sans interruption depuis 1948, le parti libéral-démocrate (LDP).

Tout le monde semble avoir été surpris, y compris, apparemment, le premier ministre Takeo Miki. On disait bien qu'après tant d'hommes d'affaires, des politiciens allaient enfin être inculpés, mais on ne s'attendait pas que l'ancien premier ministre fût le premier à être arrêté. Certes, il y avait des présomptions sérieuses contre lui. Son élection à la succession d'Eisaku Sato comme président du parti et, du même coup, comme premier ministre, en juillet 1972, avait été notoirement corrompue. Sa chute en octobre 1974 avait été provoquée par son usage éhonté d'un argent gagné dans des transactions douteuses. Il était étroitement lié à des

./.



personnages qui avaient déjà été arrêtés en rapport avec l'affaire Lockheed, comme Kenji Osano. La chronologie même des événements, y compris sa rencontre, les 31 août et 1er septembre 1972, avec Richard Nixon, alors président des Etats-Unis, constituait une trame accusatrice.

Mais beaucoup d'observateurs doutaient que des preuves solides puissent être recueillies. En outre, il était permis de douter de l'indépendance de la magistrature japonaise, qui, dans des cas analogues antérieurs, s'était laissée convaincre de ne pas pousser ses investigations jusqu'au bout...

Pourquoi en a-t-il été autrement cette fois-ci ? Je crois qu'il faut l'attribuer à trois facteurs: la force du sentiment populaire, la ténacité de Takeo Miki et l'exemple de Watergate.

La netteté et la force du sentiment populaire ressortaient nettement des enquêtes d'opinion publique et des nombreuses démonstrations organisées pour demander la vérité, toute la vérité. Aussi longtemps que Miki parut chancelant, trop faible pour tenir tête aux barons du parti, qui croyaient sauver le LDP en étouffant la vérité, sa cote de confiance auprès du peuple baissa. Mais lorsque, en mai, le vice-président du parti, Etsusaburo Shiina, qui l'avait porté au pouvoir, s'efforça de l'en déloger, sa cote remonta spectaculairement, tandis que celle du parti baissait. C'est ce qui le sauva des manoeuvres de Shiina et lui permit de continuer à assurer l'indépendance de la magistrature.

On a toujours trop parlé de la faiblesse de Takeo Miki. Avant de devenir premier ministre, il n'avait (peut-être du fait de son honnêteté) pas assez de poids

pour parler haut. Mais ceux qui le connaissent bien disent qu'au cours d'une carrière relativement solitaire son caractère s'était trempé et qu'il ne lui manquait précisément qu'une occasion de le montrer.

Il lui fallait une cause. Il la trouva dans l'affaire Lockheed. Takeo Miki tenait enfin un motif valable de puiser dans sa ténacité pour résister à toutes les pressions et manoeuvres de ses alliés politiques qui, pour la plupart, n'éprouvaient pas le besoin de répudier les pratiques traditionnelles du LDP. Et il se sentait appuyé par le peuple.

A mon sens, il ne l'eût pas été dans la même mesure sans l'exemple de Watergate. Ce que le peuple japonais a retenu de cette affaire, c'est que la démocratie implique la suprématie de la loi sur le pouvoir politique et l'égalité de tous devant la loi. Ce ne sont pas là des notions naturelles aux Japonais, mais ils sont toujours prêts à apprendre.

Peut-être Miki a-t-il commis une erreur, il y a quelques mois, en montrant un peu trop d'empressement à saisir la cause qui lui était offerte. Shiina lui reprocha d'avoir empoigné l'affaire Lockheed comme une bouée de sauvetage pour lui-même au mépris de ce qui pourrait arriver à ses collègues du parti. Le reproche eut sans doute de l'effet sur certains membres du LDP. Mais Miki a retenu la leçon: le 27 juillet, il accueillit la nouvelle de l'arrestation de son prédécesseur avec la gravité de rigueur, déclarant que le LDP était ainsi confronté à l'épreuve la plus sérieuse de son histoire et que ses membres devaient serrer les rangs en renonçant à tout esprit de faction, cependant que l'enquête continue et que le but du parti doit être de restaurer la confiance du peuple dans ses représentants.

Néanmoins, il est évident que la position personnelle du premier ministre a été considérablement renforcée. Non pas que l'événement ait éteint l'ambition de Takeo Fukuda, le vice-premier ministre, et de Masayoshi Ohira, le ministre des finances. Mais le mouvement anti-Miki a toujours puisé une grande partie de sa force dans la faction Tanaka, la plus nombreuse de toutes (98 députés dans les deux chambres), qui est maintenant complètement désorientée et démoralisée. Surtout, le parti n'a désormais plus le choix, il ne peut plus hésiter et tergiverser entre l'étouffement de l'affaire et la poursuite de la vérité, entre la corruption et la propreté. L'événement, en quelque sorte, a choisi pour lui : ce n'est plus, désormais, que comme parti rénové que le LDP pourra se présenter aux électeurs à la fin de l'année, s'il ne veut pas aller à un désastre.

Le LDP réussira-t-il, d'ici la fin de l'année, à faire ainsi peau neuve et à convaincre les électeurs qu'il a répudié la "politique de l'argent" maintenant exposée aux yeux de tous ? La question est posée. Je ne saurais, bien entendu, y répondre.

A la mi-juin, six jeunes députés membres du LDP ont, quant à eux, répondu négativement à cette question. Ils ont décidé que le LDP était incapable de se réformer. Ils lui ont donc remis leur démission et ont fondé peu après un nouveau parti, qu'ils ont appelé le Nouveau Club Libéral. Depuis lors, ils ont élaboré un programme, mais celui-ci, à lui seul, n'aurait pas justifié leur sécession, car il n'est guère moins conservateur que la politique du LDP. C'est surtout en répudiant la "politique de l'argent", c'est-à-dire l'usage à grande échelle de fonds d'origine obscure et souvent douteuse, et en comptant uniquement sur

des contributions volontaires individuelles, que ces jeunes politiciens espéraient conquérir la confiance des électeurs. Vont-ils maintenant regretter leur sécession ?

Pendant quelque temps, on s'est demandé s'ils allaient se rapprocher de la Société d'Etudes pour un Nouveau Japon. Celle-ci, fondée le 24 mars dernier, est une sorte de rassemblement de politiciens et intellectuels de la gauche modérée (excluant les communistes et l'aile gauche du parti socialiste) dans lequel certains voyaient l'aile gauche d'une future coalition centriste qui aurait englobé également les éléments les plus progressistes du LDP, tels que la faction Miki par exemple.

L'instauration d'une coalition centriste, qui constituerait un tournant dans l'histoire intérieure du Japon, paraissait être de l'ordre des choses prévisibles dans un avenir plus ou moins proche. Mais si le LDP se rénove, tout est remis en question.

Une rénovation complète me paraît difficile à imaginer. Il serait certes exagéré de dire que tous les politiciens de la droite gouvernante ont gagné un ascendant sur leurs électeurs par des moyens malhonnêtes. Beaucoup peuvent se contenter d'offrir à leurs électeurs des travaux publics et des fêtes villageoises. Mais un trop grand nombre ne reculent pas devant l'intimidation, avec l'appui d'organisations de malfaiteurs. Il en a toujours été ainsi depuis la guerre. On voit mal comment ces organisations clandestines accepteraient de s'effacer.

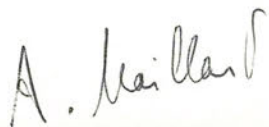
Il est vrai que les malfaiteurs se sont alliés à la droite parce qu'elle était au pouvoir, et non par conviction. On pourrait donc imaginer que les malfaiteurs mettraient également leurs services à la disposition d'un gouvernement

centriste. Mais ce n'est pas ce que souhaite le peuple japonais.

Une scission à l'intérieur du LDP reste certainement de l'ordre des possibilités. En ce cas, on se dirigerait probablement vers une coalition centriste. Si le LDP réussit à sauver son unité tout en se rénovant, la gauche modérée (parti social-démocrate, Komeito) pourrait accepter de le joindre au pouvoir.

Tout ce qu'on peut dire pour l'instant, c'est que la situation est fluide et mérite d'être suivie avec attention.

Le Chargé d'affaires de Suisse a.i.



(A. Maillard)



AMBASSADE DE SUISSE
AU JAPON

Tokyo, le 29 juillet 1976

Réf.: ML/pm - RP no 9

R E S U M E

Titre									
Date									
Vers									
EPD		- 5. AUG. 1976							
Rég. D.A. 21.31.		Tokyo							

L'arrestation de l'ancien premier ministre Tanaka
et ses conséquences

L'arrestation de Kakuei Tanaka pour des délits commis alors qu'il était premier ministre a surpris tout le monde et constitue, pour le Japon, un événement d'importance comparable à la démission du président Nixon le 9 août 1974.

Grâce au ferme appui de l'opinion publique, à la ténacité du premier ministre, et au précédent de Watergate, qui avait donné un exemple d'égalité devant la loi, la magistrature japonaise a pu poursuivre l'investigation de l'affaire Lockheed en toute indépendance et frapper sans considération de rang.

Le scandale n'ayant pas été étouffé, le parti libéral-démocrate au pouvoir (LDP) n'a désormais plus le choix: il n'a d'avenir que s'il réussit à se rénover en répudiant la "politique de l'argent" qu'on lui a justement reprochée.

Reste à voir s'il pourra se rénover suffisamment pour affronter avec succès les prochaines élections, qui auront lieu en décembre au plus tard. Cela paraît douteux, et des regroupements paraissent plus vraisemblables. La situation est fluide et mérite d'être suivie avec attention.